

AOÛT 2016

# L'ONTARIO EST-IL DEVENU LE NOUVEAU QUÉBEC?

Par Mark Milke et Youri Chassin

Pendant des décennies, l'Ontario a servi de modèle pour évaluer l'économie et les finances publiques du Québec. Les différences entre les deux provinces les plus peuplées du pays se sont certainement atténuées ces dernières années. Si la situation s'est quelque peu améliorée au Québec où le gouvernement a récemment usé de prudence budgétaire, le resserrement de l'écart ne reflète toutefois pas tant une bonne performance du Québec qu'un déclin graduel de l'Ontario.

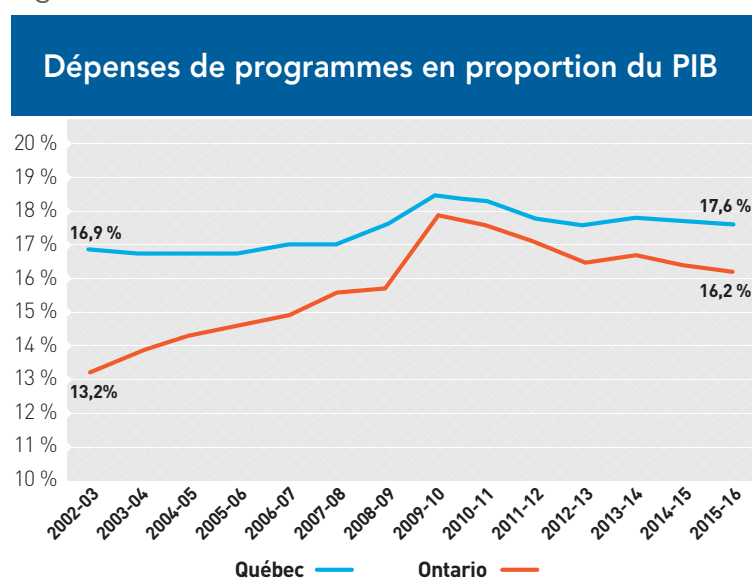
La plus grande province du Canada offre une moins bonne performance que le reste du pays depuis un certain temps déjà<sup>1</sup>. Elle a même commencé à recevoir des paiements de péréquation en 2009, preuve qu'elle s'est rapprochée du Québec sur au moins un plan<sup>2</sup>. Aujourd'hui, d'autres éléments de preuve confirment que l'Ontario tend à adopter le modèle québécois.

## LES FINANCES PUBLIQUES DE L'ONTARIO

En 2002-2003, les dépenses de programmes du Québec atteignaient 5659 \$ par habitant, un peu plus que les 5385 \$ engagés par l'Ontario. Peu de temps après, cependant, l'Ontario s'est mis à dépenser beaucoup plus, au point de dépasser le Québec en 2004-2005. En 2015-2016, l'Ontario a dépensé 8765 \$, contre 8042 \$ au Québec<sup>3</sup>. Durant cette période de 13 ans, les dépenses de programmes par habitant ont crû de 42,1 % en dollars courants au Québec mais de 62,8 % en Ontario, le taux d'inflation ayant atteint 26,1 % entre-temps<sup>4</sup>.

Par rapport à la taille de leur économie respective, l'Ontario a aussi effectué du « rattrapage » ces 13 dernières années et, à ce rythme, il sur-

Figure 1



Source : Services économiques RBC, « Tableaux des finances publiques provinciales et fédérales », Dépenses de programmes en termes du PIB, 21 juillet 2016.

passera le Québec d'ici 2022-2023. Les dépenses de programmes au Québec, qui représentaient 16,9 % du PIB en 2002-2003, ont atteint 17,6 % en 2015-2016, soit une hausse de 0,7 point de pourcentage. Durant la même période en Ontario, elles sont passées de 13,2 à 16,2 %, une hausse de 3,0 points de pourcentage<sup>5</sup>. Notons que cette tendance générale semble s'être inversée quelque peu au cours des quatre dernières années (voir la Figure 1).

Pour financer l'augmentation des dépenses publiques et des frais d'intérêt sur sa dette, le gouvernement de l'Ontario a haussé les impôts, imitant une fois de plus le Québec. Au Québec, les recettes fiscales sont passées de 18,5 % du PIB en 2002-2003 à 19,6 % en 2015-2016, soit une augmentation de 1,1 point de pourcentage. En Ontario, la hausse a été plus marquée : elles sont passées de 15,1 à 16,9 % du PIB, une augmentation de 1,8 point de pourcentage<sup>6</sup>.

Qui plus est, l'Ontario se rapproche peu à peu du Québec sur le plan de sa dette, laquelle a augmenté de 163,5 milliards de dollars depuis 2002-2003 alors que celle du Québec a crû de 91,5 milliards<sup>7</sup>. En 2002-2003, la dette nette par habitant s'élevait à 12 847 \$ au Québec et à 10 969 \$ en Ontario. En 2015-2016, elle s'établissait à 22 641 \$ (soit 9794 \$ de plus) au Québec mais avait augmenté légèrement plus vite en Ontario, si bien qu'elle avait presque doublé (atteignant alors 21 470 \$, soit 10 501 \$ de plus par habitant)<sup>8</sup>. En fonction de leur PIB, les ratios d'endettement des deux provinces se rapprochent aussi.

### UN IMPACT RÉEL POUR LES ONTARIENS : CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET EMPLOIS

À cela, certains pourraient répliquer qu'en augmentant ses dépenses, l'Ontario s'est « acheté » des résultats utiles : une plus forte croissance économique, disons, ou plus d'emplois. Malheureusement, cela ne s'avère pas quand on compare l'Ontario à la moyenne nationale ou encore à la Colombie-Britannique<sup>9</sup>. De 2002 à 2014, le Québec a connu une croissance économique annuelle moyenne de 2,1 % et celle de l'Ontario, qui a joui d'une croissance démographique beaucoup plus solide, a été de 2,4 %. Ces deux provinces n'ont pu égaler la moyenne canadienne de 2,6 % ni celle de la Colombie-Britannique qui a atteint 2,8 %<sup>10</sup>.

Entre 2002 et 2015, le nombre de personnes détenant un emploi au Québec et en Ontario a crû de 14,9 et de 14,7 % respectivement, bien en deçà de la moyenne nationale de 17,4 % et de la hausse de 18,1 % en Colombie-Britannique. Par ailleurs, le nombre de sans-emploi au Québec et en Colombie-Britannique était inférieur en 2015 à ce qu'il était en 2002, le Québec en comptant 3000 de moins et la Colombie-Britannique, 30 600. En Ontario, au contraire, on a recensé 41 500 sans-emploi de plus en 2015 qu'en 2002<sup>11</sup>.

### REVENU FAMILIAL MÉDIAN

Le lent déclin économique de l'Ontario comparativement à la moyenne canadienne entraîne pour ses résidents des conséquences réelles. Entre 2002 et 2014, le revenu familial médian total a crû de 43,2 % au Québec, un chiffre cor-

respondant essentiellement à la moyenne canadienne de 43,4 % et à peine inférieur à la hausse de 45,4 % constatée en Colombie-Britannique. En Ontario, toutefois, il n'a augmenté que de 32,2 %.

Alors qu'en 2002, le revenu familial total en Ontario surpassait de 8,4 % celui de l'ensemble du Canada, cette avance avait complètement fondu en 2014. Une performance aussi médiocre peut s'expliquer par un revenu d'emploi léthargique. En Ontario, le revenu d'emploi a à peine suivi le rythme de l'inflation, les seuls gains réels résultant de transferts gouvernementaux additionnels, lesquels ont augmenté plus rapidement que dans le reste du pays<sup>12</sup>.

Les politiques économiques et budgétaires de leur gouvernement nuisent déjà aux Ontariens puisque l'impact économique positif que devrait générer une hausse des dépenses et de l'emprunt n'est pas confirmé par les données sur la croissance du PIB ou de l'emploi. Le gouvernement de l'Ontario, un bénéficiaire de la péréquation qui accumule les déficits sans se soucier du lendemain et dont la cote de crédit a été abaissée par les agences de notation en raison de son niveau d'endettement, applique la même approche qui a désavantagé les Québécois durant des décennies. L'Ontario, autrefois locomotive économique du Canada, est en voie de devenir le dernier de classe de la fédération.

### RÉFÉRENCES

1. Mark Milke, *Go West, Young Adults: The 10-Year Western Boom in Investment, Jobs and Incomes*, Institut Fraser, novembre 2014.
2. Ministère des Finances Canada, Soutien fédéral à l'Ontario, 30 octobre 2015.
3. Services économiques RBC, « Tableaux des finances publiques provinciales et fédérales », Dépenses de programmes par habitant, 21 juillet 2016.
4. Services économiques RBC, « Tableaux des finances publiques provinciales et fédérales », Dépenses de programmes en termes du PIB, 21 juillet 2016; Statistique Canada, Tableau CANSIM 326-0022 : Indice des prix à la consommation, désaisonnalisé. Pourcentages calculés par les auteurs.
5. *Op. cit.*, note 3. Pourcentages calculés par les auteurs.
6. *Op. cit.*, note 4. Pourcentages calculés par les auteurs.
7. Services économiques RBC, « Tableaux des finances publiques provinciales et fédérales », Dette nette, 21 juillet 2016.
8. Services économiques RBC, « Tableaux des finances publiques provinciales et fédérales », Dette nette par habitant, 21 juillet 2016.
9. En Colombie-Britannique, entre 2002-2003 et 2015-2016, les dépenses de programmes, les dépenses totales et la dette nette ont toutes diminué par rapport au PIB. Voici les pourcentages de cette province, le premier chiffre cité étant celui de la première année de la période : dépenses de programmes, réduction de 19,5 à 18,6 % du PIB; dépenses totales, baisse de 21,3 à 19,8 % du PIB; dette nette en fonction du PIB, réduction de 19,5 à 16,2 %.
10. Statistique Canada, Tableau CANSIM 384-0038 : Produit intérieur brut, en termes de dépenses, provinciaux et territoriaux. L'année 2014 est la plus récente pour laquelle des données sont disponibles.
11. Statistique Canada, Tableau CANSIM 282-0002 : Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, annuel, 15 ans et plus.
12. Statistique Canada, Tableau CANSIM 111-0009 : Caractéristiques des familles, sommaire. L'année 2014 est la plus récente pour laquelle des données sont disponibles. En ce qui a trait aux transferts, les données ne visent que les années 2007 à 2014.



Ce Point a été préparé par **Mark Milke**, analyste de politiques indépendant qui détient un doctorat en relations internationales et en philosophie politique de l'Université de Calgary, et **Yuri Chassin**, économiste et directeur de la recherche à l'IEDM. La *Collection Fiscalité* de l'IEDM vise à mettre en lumière les politiques fiscales des gouvernements et à analyser leurs effets sur la croissance économique et le niveau de vie des citoyens.

L'Institut économique de Montréal est un organisme de recherche et d'éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Par ses publications, ses interventions et ses conférences, l'IEDM alimente les débats sur les politiques publiques au Québec et partout au Canada en proposant des réformes créatrices de richesse et fondées sur des mécanismes de marché. Il n'accepte aucun financement gouvernemental.

IEDM 910, rue Peel, bureau 600, Montréal QC H3C 2H8 - T 514.273.0969 F 514.273.2581 [iedm.org](http://iedm.org)